

**Accord professionnel**  
**AUDIOVISUEL**  
**CONTRATS DE PROFESSIONNALISATION**  
**(1<sup>er</sup> décembre 2004)**  
*(Bulletin officiel n° 2005-4)*

■ *Journal officiel* du 10 février 2006

**Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2006 portant extension d'un avenant  
à un accord national professionnel conclu dans le secteur de  
l'audiovisuel**

NOR : SOCT0610314A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2005 portant extension de l'accord national professionnel du 1<sup>er</sup> décembre 2004, relatif aux contrats de professionnalisation, conclu dans le secteur de l'audiovisuel ;

Vu l'avenant n° 1 du 21 mars 2005 (Champ d'application) à l'accord national professionnel du 1<sup>er</sup> décembre 2004, relatif aux contrats de professionnalisation, conclu dans le secteur de l'audiovisuel ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 30 août 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en sa séance du 17 janvier 2006,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son propre champ d'application entrant dans le champ d'application de l'accord national professionnel du 1<sup>er</sup> décembre 2004, les dispositions de l'avenant n° 1 du 21 mars 2005 à l'accord national professionnel du 1<sup>er</sup> décembre 2004, relatif aux contrats de professionnalisation, conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> février 2006.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*L'administratrice civile,*

A. BREAUD

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/21, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.